

ces usines ferment leurs portes, rayant de la carte des dizaines de localités et supprimant des milliers d'emplois, au moment-même où nous cherchons fébrilement et parfois désespérément des moyens de créer des emplois? Cette perspective me semble absurde et inacceptable, et je ne resterai donc pas les bras croisés devant cette possibilité.

S'il est important de comprendre, monsieur le Président, que ce n'est pas le gouvernement du Canada qui est à l'origine de ce problème, il est tout aussi important de comprendre que le gouvernement du Canada devra certainement endosser une bonne partie du blâme si ces usines devaient fermer leurs portes. Nous avons longtemps attendu que les entreprises poissonnières trouvent la bonne voie, mais elles n'ont pas la confiance nécessaire. Nous avons suffisamment attendu que le gouvernement provincial intervienne, mais il est notoire que le gouvernement actuel de Terre-Neuve aime mieux faire de la provocation que de régler des problèmes. C'est ce qui s'est passé dans le cas des gisements sous-marins. C'est encore le cas, à l'heure actuelle, au niveau des relations entre le premier ministre M. Peckford et son gouvernement et les enseignants de la province. La liste est interminable.

Il ne faut pas compter sur les sociétés de conditionnement du poisson pour prendre les mesures qui s'imposent. Il ne faut pas compter non plus sur le gouvernement provincial pour faire le nécessaire dans l'intérêt des localités en cause, des usines et de la population. Autrement dit, monsieur le Président, c'est à nous d'intervenir. Si le gouvernement fédéral ne fait rien, ces usines vont fermer, peut-être pour toujours.

C'est pourquoi, monsieur le Président, j'exhorte vivement le gouvernement fédéral à ne plus attendre une initiative de la part du gouvernement provincial. Ce que je propose est simple: accorder à ces usines les fonds nécessaires pour continuer à fonctionner. Les montants en cause sont loin d'être astronomiques. En effet, d'après mes renseignements, le programme actuel de création d'emplois du gouvernement fédéral coûte cher, par emploi, que ce qu'il faudra allouer à ces usines pour qu'elles continuent à fonctionner.

Si j'ai décidé d'intervenir aujourd'hui pour présenter officiellement cette requête, monsieur le Président, ce n'est pas de crainte que le gouvernement fédéral ne fasse rien pour remédier à ce problème important, mais parce qu'en toute franchise, je ne cesse de me battre en coulisses contre l'attitude modératrice des ministres fédéraux, selon lesquels le gouvernement provincial va certainement faire le nécessaire pour que ces usines restent en activité. Il est tout à fait raisonnable, étant donné que les pêches relèvent à la fois du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux, que ces derniers collaborent à cet égard.

J'en conviens, car je suis moi-même un homme raisonnable. On ne peut malheureusement pas en dire autant du premier ministre Peckford. Voilà le problème. C'est pourquoi il ne faut plus attendre de voir ce que fera le gouvernement provincial. Des emplois sont menacés. De même, nous laissons filer entre nos doigts de nouveaux débouchés pendant que le climat économique et social d'un bon nombre de localités des côtes sud et sud-ouest de Terre-Neuve se dégrade. Je demande donc au

Le budget—M. Nystrom

gouvernement fédéral de prendre immédiatement les mesures qui s'imposent, soit d'ordonner aux négociateurs fédéraux engagés dans le débat sur la restructuration des pêches de faire en sorte qu'on ouvre les usines. Il faut laisser de côté les politesses constitutionnelles et se rendre enfin compte que M. Peckford est absolument incapable de participer à des discussions fédérales-provinciales civilisées, même lorsque les emplois de milliers de Terre-Neuviens sont en jeu. Il faut agir maintenant, conformément à l'esprit du budget du ministre des Finances, en stabilisant l'économie des côtes sud et sud-ouest de Terre-Neuve et en préservant des milliers et des milliers d'emplois permanents.

Au début de mon intervention, monsieur le Président, j'ai dit qu'il fallait juger le dernier budget selon certains critères. Pour ma part, le budget doit répondre au critère suivant: dans quelle mesure apporte-t-il une solution aux problèmes qui se posent dans la circonscription de Burin-Saint-Georges? S'il ne règle pas ces problèmes, je tiendrai pour acquis que le budget s'est soldé par un échec total et qu'il constitue un affront envers les gens que je représente. Pour arriver à résoudre ces problèmes, il doit s'attaquer à la question des pêches. Le gouvernement doit faire sa part pour assurer que les usines resteront ouvertes.

M. le vice-président: Y a-t-il des commentaires ou des questions? Sinon, je donne la parole au député de Yorkton-Melville (M. Nystrom).

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur le Président, je saisis l'occasion pour prononcer quelques mots ce matin à propos du budget et peut-être aborder une question légèrement différente qui me paraît très importante sur le plan de la réussite économique du Canada. Au cours des 25 ou 30 dernières années, on a pu voir se dessiner certaines tendances, que je juge des plus inquiétantes, pour ma part. Pour ce qui est du niveau de vie, par exemple, nous sommes tombés, depuis 1960, du deuxième rang mondial au dix-neuvième. Exclusion faite des pays producteurs de pétrole, nous nous situons au douzième et treizième rang. Notre piètre performance nous place au dernier rang des 25 pays membres de l'OCDE.

Cela s'explique en partie, monsieur le Président, par le fait que notre économie est tellement dominée par des intérêts étrangers qu'en période de récession internationale et de réajustements d'ordre structurel majeurs en raison de la révolution technologique actuelle, nous ressentons les problèmes de façon plus aiguë qu'ailleurs dans le monde.

Il semble que nous nous soyons écartés des grands élans politiques du passé, lorsque des hommes politiques de la trempe de sir John A. Macdonald, entre autres, voyaient loin et savaient projeter la mise en valeur de notre pays. A l'échelle nationale, nous semblons nous être pliés aux idées de C. D. Howe sur le continentalisme. C'est fort dommage. Je ne pense pas que la mainmise étrangère sur notre économie nous enrichissent. Cette idée est un mythe. Au contraire, le contrôle de notre économie par des étrangers, ainsi que nous le constatons en faisant le bilan des coûts et des avantages, a appauvri le Canada et lui a fait perdre un grand nombre d'emplois.